

L'Union Européenne, dans la tourmente de la crise financière et économique qui l'a atteint de plein fouet, est profondément mise à mal. D'autres crises ont déjà eu lieu, comme le rejet de la Communauté européenne de défense, la politique de la chaise vide du Général de Gaulle, le chèque britannique exigé par Mme Thatcher, la chute du mur de Berlin, ou la crise des taux de change du début des années 90, moment où se discutait la mise en place de l'Euro. On peut même penser que c'est en cherchant des réponses à ses difficultés ou aux tensions grandissantes entre ses membres que l'UE a avancé.

LE DIAGNOSTIC

Sommes-nous dans une situation comparable aux crises précédentes ou face à un véritable risque d'implosion, de délitement de l'UE?

La question mérite d'être posée car nous sommes en présence d'une succession d'épisodes dont les attaques sur la dette souveraine des Etats ne sont que la dernière étape d'une crise systémique. C'est bien sa portée globale qui la rend particulièrement violente. Mais elle l'est d'autant plus à cause de sa concomitance avec les désordres climatiques et la crise énergétique, et elle intervient quand le déséquilibre démographique du monde s'accroît avec la pauvreté de la population pour les uns, le vieillissement pour les autres, et le risque de pénurie alimentaire pour tous. Sans compter sur les risques de conflits à cause de la rareté des ressources (eau, énergies fossiles, matières premières, terres arables...)

Le système économique s'avère à la fois vulnérable et destructeur.

Sa fragilité était apparue à plusieurs reprises sans qu'aient été alors apportées les réponses nécessaires : fin 97 avec la crise des pays du sud-est asiatique, l'effondrement des bourses en 2000 et l'explosion de la bulle internet qui a précédé celle récente de la bulle immobilière. Dominé par un secteur financier surdimensionné, entièrement tourné vers des profits rapides et spéculatifs, il a accentué profondément les inégalités.

Les citoyens paient le prix financier et social.

Ainsi les citoyens paient deux fois le prix de la crise : quand nos Etats se sont lancés à la rescousse du secteur bancaire en le subventionnant à hauteur de 650 milliards d'euros, ponction nette sur le PIB des pays du G20 de 2,7% (selon le FMI) et quand ils paient sur la durée le prix de la récession et de l'endettement public. Pour l'UE, le déficit public est passé de 2,3% du PIB en 2008 à 7,5% en 2010 et la dette publique s'est envolée sur la même période de 61,6% à 80%. Toutes les prévisions de croissance ont été revues à la baisse : 0,7% en 2010 alors que le chômage passe de 7,1% en 2007 à 9,1% en 2009, avec une perspective de 10,3% fin 2010, touchant près de 20 millions de personnes, dont 8 millions auront perdu leur emploi du fait de la crise.

Les gouvernements ont tardé à prendre la mesure de la crise et n'ont pas apporté les réponses à la hauteur des problèmes.

L'UE est apparue dans cette crise plus affaiblie et moins capable que d'autres régions du monde à sortir de cette crise. Les gouvernements ont laissé les banques centrales agir seules, jusqu'à l'automne 2008, quand la crise devenait systémique. Les « pompiers », selon l'expression de J. Delors, ont alors commencé à se mobiliser. L'initiative prise par N. Sarkozy du G20 s'est avérée trop tardive et sa présidence n'a pas eu l'efficacité prétendue pour la mise en place de mécanismes de régulation ou la gouvernance économique. Après avoir annoncé aux français des taux de croissance inatteignables, il a par sa politique de cadeaux fiscaux accru les déficits publics en se montrant irrespectueux de la discipline et des règles européennes.

La crise économique s'accompagne d'une crise de confiance.

59% des français font confiance à l'Union Européenne pour "*réduire l'impact de la crise en France*" (Sondage réalisé les 25 et 26 mars 2009). Pourtant (baromètre de la confiance

politique du 11 janvier 2010, SOFRES), ils sont 55% à exprimer leur défiance à l'Union européenne comme niveau légitime d'action publique et s'abstiennent à près de 60 % lors des élections européennes de 2009.

Une crise de confiance s'est installée entre les citoyens et l'Union européenne. Elle provient d'une part de ce que l'UE paraît échouer dans sa compétence économique malgré le marché unique et la monnaie. Et pourtant elle apparaît comme étant le bon niveau de réponse à la crise. **Le paradoxe de l'opinion renvoie en écho au paradoxe essentiel de l'UE**, qui a toutes les caractéristiques d'une puissance (son étendue géographique, sa réalité démographique et son marché, encore le plus attractif) et ne cesse de laisser apparaître sa fragilité et son manque d'unité sur les grandes questions comme le climat, la régulation financière et la gouvernance économique ou les moyens de la croissance.

La crise économique révèle un risque majeur : la crise de la solidarité entre européens.

Faire un diagnostic de l'actuelle entreprise politique européenne, c'est poser la question non seulement des résultats, mais des objectifs et des moyens. Le postulat de départ des pères fondateurs est invalidé aujourd'hui. Ces derniers croyaient que l'Europe politique émergerait mécaniquement de la création de politiques économiques intégrées. Force est de constater que ce n'est pas le cas.

Il est un fait que la crise économique atteste, **la confrontation des égoïsmes nationaux resurgit**. L'Europe politique est en péril et ce, pour deux causes essentielles : le marché seul ne crée pas de solidarité politique, ni même économique, entre les acteurs européens. La méthode de fonctionnement de l'Europe, qui repose trop souvent sur des marchandages entre Etats au détriment de l'intérêt commun et au détriment de la « solidarité de fait », non plus. L'Europe n'existera pas sans rupture avec ces deux impasses.

La crise économique peut entraîner une crise politique profonde dont la montée de partis nationalistes peut être un signe avant-coureur.

Ce qui est vrai à l'échelle des gouvernements des états membres qui sont revenus à la règle du chacun pour soi, l'est aussi à l'échelle des peuples, comme le démontre « **le refus de payer pour les autres** », qu'il s'agisse par exemple de la solidarité à l'égard de la Grèce ou de la protection sociale en Belgique. Le comble étant la démagogie critiquable avec laquelle certains gouvernements confortent la **tentation du repli national** pour en tirer un profit politique.

Mais la croissance des inégalités accompagnée des craintes d'être parmi les victimes ou les laissés pour compte, développe le ressentiment et le rejet de l'autre comme cause extérieure à son malaise. Les partis d'extrême-droite se sont toujours appuyés sur ce ressentiment-là et ils n'ont à ce jour pas disparu. Mais il y a un phénomène nouveau et inquiétant, c'est le populisme plus « soft », des partis de droite, anciens ou plus récents, qui captent la protestation et lui donnent une forme sociale, politique et culturelle aux couleurs de l'égoïsme nationaliste.

Nicolas Sarkozy a à deux reprises utilisé ce ressort. Pendant la présidence française, tout d'abord, en choisissant comme priorité la politique d'immigration, la politique européenne pouvant lui donner l'occasion de s'aligner sur des positions plus dures. On se souvient du débat sur la directive retour, dite « directive de la honte », qui prévoit des durées de rétention plus longues. Si la France n'était pas à l'origine de cette directive, la politique actuelle du gouvernement s'en rapproche dangereusement. Plus récemment, ensuite, en lançant le débat sur l'identité nationale censé être un bon moyen de réorienter en sa faveur un vote de colère de plus en plus massif contre lui aux élections régionales. Quand il veut éviter la colère sociale, Nicolas Sarkozy cherche à monter les Français les uns contre les autres. En ce qui concerne les politiques d'accueil, et dans une Europe qui ferme ses frontières et empêche ainsi les demandeurs d'asile d'accéder à son territoire, le Parti Socialiste tient à réaffirmer le caractère intangible du droit d'asile. C'est pourquoi nous

appelons à une sanctuarisation de ce droit à l'échelle internationale et en Europe. Les socialistes s'opposent aux politiques actuelles qui empêchent l'accès des demandeurs d'asile sur le sol européen et mettent à mal le principe de non refoulement.

Tirer les leçons de la crise et proposer une stratégie pour en sortir est le devoir prioritaire des sociaux démocrates et des socialistes européens.

Nous avons au cours de ces trois dernières années avec le PSE, pendant la campagne des élections européennes, au moment des élections régionales, dans l'action régulière de notre Parti et au travers de l'expression des groupes politiques dans le Parlement National et au sein du Parlement Européen exprimé notre analyse des risques, appelé à des mesures de renforcement de la régulation financière, dénoncé les conséquences sociales de cette crise et proposé des mesures de cohésion sociale et fiscale dont la directive cadre sur les services publics pour éviter la casse que la droite est en train d'opérer.

Mais il ne suffit pas d'avoir eu raison dans le passé. Nous l'avons vu lors du résultat des élections européennes ! **Il faut politiser le débat contre la droite, avec un PSE en capacité de mobiliser les partis nationaux** sur une proposition politique, nous choisir un leadership, qui nous a cruellement manqué aux dernières échéances et restituer aux citoyens les choix qui leur reviennent, à eux qui se sentent dépossédés de toute maîtrise de leur avenir. Il faut bien sûr que les socialistes au pouvoir et ceux qui ne le sont pas soient d'accord et unis, fassent preuve entre eux de cohésion et de cohérence politique. Sans cela, il n'y aura pas d'écoute ni de confiance pour que nous soient remis demain les moyens politiques d'infléchir le cours de l'Europe.

TROIS CHOIX DECISIFS POUR UNE NOUVELLE STRATEGIE POUR L'EUROPE.

Les choix décisifs que nous impose la période sont à la fois des choix politiques et des choix de méthode.

a. L'action commune : Pour une Europe efficace et solidaire

La crise vient de rappeler durement aux Etats membres qu'ils sont interdépendants. Cette interdépendance est plus évidente s'agissant de la zone euro, mais pas seulement. **Cette crise s'avère être un tournant en matière de coopération économique en démontrant par les faits que l'union monétaire ne peut fonctionner sans une union économique.**

Elle démontre aussi que les choix économiques d'un pays peuvent impacter plus ou moins gravement les autres et en particulier les pays voisins. L'exemple nous en est donné avec le choix de l'Allemagne de privilégier l'exportation plutôt que la demande intérieure et le pouvoir d'achat de ses salariés. Il serait particulièrement injuste de permettre à certains états d'envisager ou de décider des sanctions contre d'autres sans que soit possible la discussion sur leur stratégie économique et budgétaire. Il est donc indispensable de revenir à des préceptes simples et clairs pour tous, **un objectif, deux règles et une méthode.**

- D'abord la **solidarité entre états membres**, qui n'est pas seulement à l'origine de l'Union et sa raison d'être, mais est la condition de sa pérennité. Seule la solidarité active permet aux états membres de renforcer la gouvernance en se montrant unis, d'anticiper les effets de la crise, de raccourcir les délais de décision et de sceller des engagements de respect des règles communes. De ce point de vue, le pacte de stabilité, devenu inadapté - voire contourné - ne constitue plus le pacte de référence fiable de l'UE. Pourquoi ne pas concevoir de le faire évoluer vers un **contrat d'obligations** qui fixe la cadre financier, la gouvernance et les instruments de la régulation ?

- **La transparence et la réciprocité comme règles.**

La **transparence des décisions nationales** et européennes est une condition de la loyauté entre Etats, un gage de cohérence puisqu'elle peut être vérifiée par les partenaires et par les parlements nationaux et européens. La Commission est excessive lorsqu'elle veut que lui soit soumis les budgets des Etats –membres avant leur adoption, mais **un examen commun par le biais d'une conférence des parlements permettrait, à la manière de la conférence prévue pour les perspectives financières, de procéder à des prévisions communes et à des orientations** facilitant l'intégration réciproque est le sceau de l'accord des politiques économiques.

La **réciprocité est la condition de l'accord** entre les états membres et le sens même de la coopération entre eux. **Le recours à la coopération renforcée s'impose** pour avancer, à commencer par l'Eurogroupe. Il est en effet indispensable de rechercher un accord sur une stratégie de sortie de crise et sur les efforts que chaque Etat des 27 doit consentir, mais il est indispensable de consolider le noyau si l'on veut que le fruit résiste et se développe.

b. Pour un second souffle européen : du parachèvement de l'UEM à l'économie verte et sociale.

La crise a mis en lumière les limites et les défauts du système actuel, caractérisé par trente années de bouleversement des équilibres liés au développement d'un capitalisme de marché, impliquant une régulation insuffisante ou inexistante dans certains domaines, débouchant sur une recherche excessive et immorale de profits, avec pour conséquence une croissance des inégalités de revenus et une injustice de plus en plus forte dans la redistribution des richesses. La crise énergétique et climatique démontre à quel point l'économie ultra-libérale a renforcé les effets néfastes d'une économie mondiale indifférente trop longtemps à la progression de la pauvreté et l'épuisement des ressources.

Cette crise est aussi une crise de valeurs et en ce sens, elle oblige les hommes et les femmes politiques à se révéler dans les réponses qu'ils apportent à ces maux. Les derniers mois ont permis la clarification du débat gauche / droite, tant à Bruxelles que dans les capitales nationales. **La droite, dominante en Europe, fait le choix de la rigueur sans croissance** ou de la rigueur au prix de la casse sociale en préconisant la réduction massive des budgets publics qui mèneront inéluctablement à la destruction des emplois et le démantèlement de l'Etat-providence, alors même que l'édifice du projet économique néolibéral s'est écroulé. Leur choix est clair, appliquer des méthodes qui ont failli et livrer notre marché intérieur à une concurrence encore plus sévère du fait de sa fragilité. Après avoir attendu en vain de voir la croissance européenne tirée par celle des Etats-Unis, voilà qu'ils nous contraignent à être dépendants de celle des pays émergents, en particulier la Chine !

Afin que d'un mal puisse sortir un bien pour les européens et que leur soient évitées d'autres crises qui pourraient être plus graves encore. **Notre choix est celui de la régulation financière et du rééquilibrage économique et social par la croissance durable. Sans ces conditions, il sera impossible de financer la sortie de crise.** L'UE doit compter sur ses propres forces par l'utilisation de son marché intérieur.

Ainsi les quatre actions prioritaires qu'avec le PSE nos partis nationaux proposent pour une sortie de crise progressiste nous permettront d'aboutir à une relance de l'économie et du marché du travail, ainsi qu'à des finances saines et durables sur le long terme.

. protéger nos politiques publiques de toute attaque spéculative par l'établissement d'un mécanisme européen de stabilité financière, la création d'un fonds monétaire européen, le contrôle et la régulation des produits dérivés.

. créer de nouvelles sources de revenus publics par une fiscalité écologique juste et la mise en place d'une taxation des transactions financières, qui même si elle a été refusée par les Etats-Unis à Toronto peut, sans dommage pour notre économie européenne, être établie dans l'UE, tout comme la création d'Eurobonds.

. associer discipline budgétaire et relance de l'économie par des politiques publiques dans les domaines clés de la solidarité, de l'environnement, des nouvelles technologies (Cf. *plus bas*)

. réviser à moyen terme le pacte de stabilité et asseoir la gouvernance économique de l'UE sur la coordination fiscale, qui doit être un instrument majeur de soutien et d'équilibre entre nos pays.

c. Le sens du projet politique à partager entre européens et avec le monde

Il faut retrouver la raison d'être de l'Union : unir les peuples. Au lendemain du grand krach, les citoyens européens aspirent à retrouver le sens politique du projet européen, qui est indissociable de la solidarité entre les territoires, entre les générations au sein de chaque État membre, entre ces derniers et à l'échelle internationale. Car l'UE est bien plus qu'une organisation internationale en voie d'aboutissement, c'est un projet politique et civilisationnel. **Son poids et son importance sont déterminés par l'attractivité de ce que l'Europe peut proposer à elle-même et aux autres.**

L'UE est estimée dans le monde pour son modèle de développement.

L'Europe politique trouve sa raison d'être dans la défense du modèle de développement qui allie la performance économique et un haut niveau de protection sociale – **un modèle qui se caractérise par l'irréductibilité de la dignité humaine conférée à chaque individu** et qui lie les droits et libertés fondamentaux de la Déclaration Universelle et de la Convention européenne des Droits de l'Homme aux droits sociaux, ceux dont la conquête précède et suit les deux conflits mondiaux. S'il est une mémoire commune, c'est celle de la lutte permanente pour l'autonomie, les libertés et les droits. C'est elle qui fonde la racine commune d'une histoire conditionnant la paix durable entre les peuples à la paix sociale entre les gens.

Le projet démocratique de l'UE doit continuer d'être le creuset de la lutte contre toutes les formes de discriminations, du handicap, du genre, de l'origine, des compétences et du savoir. Les sociaux démocrates se doivent de relancer vigoureusement cette lutte et en particulier celle concernant **l'égalité entre hommes et femmes**, pour que les politiques de soutien de l'emploi et de développement des emplois « verts » leur soit également ouverts, ainsi que l'accès à la formation tout au long de la vie.

La nouvelle étape de l'intégration européenne : un pacte social de progrès pour l'Europe

Le renforcement de l'hétérogénéité économique et sociale de l'Union par les élargissements de 2004 et 2007 et la mondialisation ont créé les conditions d'une concurrence entre états et conforté un mouvement d'« intégration négative », fruit d'un dumping social et fiscal. Si la nouvelle stratégie « Europe 2020 » devait continuer à se limiter à un consensus minimum sur des objectifs peu ambitieux et sans engagements, il est à craindre que cette asymétrie perdure et que la dimension sociale de l'Europe n'en sorte affaiblie.

Sans viser à l'uniformisation des systèmes sociaux des Etats-membres, un cadre européen commun en matière sociale est nécessaire pour faciliter la convergence de plusieurs secteurs des politiques sociales nationales. L'Union Européenne doit retrouver la voie du « double engagement » en complétant l'intégration économique par un volet social.

Nous proposons que le Pacte européen de progrès social établisse les engagements des Etats :

. **Le principe d'un salaire minimum dont le montant serait établi Etat par Etat**, en tenant compte du développement économique national. Un pourcentage de chaque niveau de salaire national moyen – dans les 60% - pourrait constituer un seuil commun possible. Les Etats-membres seraient libres d'instaurer pour leur pays un salaire minimum plus élevé.

. **Un processus de convergence sociale**, avec des objectifs quantifiés –en pourcentage du PIB – pour le niveau des prestations sociales et l'effort en matière d'éducation. Ce mouvement de convergence facilitera à terme l'homogénéisation des effets des politiques sociales sans nécessiter une harmonisation difficile à atteindre du fait des spécificités historiques de chacun.

L'éducation constitue un des instruments principaux permettant de créer les conditions de l'égalité sociale et de renforcer l'efficacité économique. De manière similaire et différenciée, il conviendrait de définir des objectifs européens de croissance des dépenses en matière d'éducation au sein de plusieurs groupes d'Etats, dans le respect des besoins régionaux diversifiés.

. **Enfin la lutte contre la pauvreté** doit faire l'objet d'une véritable politique commune pour traduire à l'échelle européenne les objectifs du Millénaire.

Ce modèle de développement doit être complété par les réponses aux défis de l'avenir s'agissant des citoyens :

. **La protection de leur vie privée et la promotion de leurs droits et libertés sur internet et dans le futur contexte numérique.** Cet enjeu va être majeur y compris dans l'action internationale de l'UE, en particulier dans la négociation d'accords internationaux comme l'ACTA. Le modèle de la droite sur ces questions, c'est la répression, l'intrusion, l'opposition entre ayants-droits de la propriété intellectuelle et les consommateurs ou utilisateurs finaux. Alors qu'il s'agit d'une véritable nouvelle économie à bâtir.

. **La promotion de normes environnementales** (à déterminer au sein de l'UE et à défendre sur la scène internationale) qui, comme la négociation autour de la directive Reach, allie le souci de la protection de la santé des travailleurs à celle des usagers. Les impératifs de santé et environnementaux obligent à définir une nouvelle PAC et à inventer une politique industrielle européenne! C'est aux sociaux démocrates de faire des propositions discutées et promues avec les syndicats et les ONG.

Reprenons à notre compte la création **d'une Communauté de l'énergie** qui pourrait assurer la sécurité et l'indépendance énergétique et faciliter la diplomatie qui doit accompagner nos objectifs européens vis-à-vis des pays fournisseurs ou traversés par les infrastructures.

. **Diversité culturelle et biodiversité**, voilà deux causes politiques qui doivent inspirer systématiquement nos propositions politiques pour l'UE et sur le plan international. Parce qu'elles caractérisent la nature même de l'Europe, sa capacité à partager son territoire et ses ressources, mais aussi la composition humaine de sa société. Ces deux questions sont fondamentales car elles déterminent les nouvelles « solidarités de fait » et par l'exemplarité renforcent l'influence internationale de l'UE.

Il n'y a pas de raison de considérer que notre époque soit jalonnée de difficultés plus difficiles à surmonter encore que celles qui ont prévalu au moment de la création de la Communauté Européenne du charbon et de l'acier (CECA). Le constat est simple : Les exécutifs européens manquent aujourd'hui de volonté et de vision et il ne peut être question non plus de la simple répétition du passé. On mesure au moment de l'anniversaire de la déclaration de R.Schuman combien celle-ci était en prise avec la situation historique, combien elle comportait de paris sur l'avenir ! Pour les sociaux démocrates, cette crise peut ouvrir une page historique s'ils se saisissent de leur rôle éminent dans ce défi politique et s'ils regroupent toutes les forces de progrès.

LES POLITIQUES PUBLIQUES DE L UNION : pour un modèle de développement juste et durable

Les politiques de l'UE résultent de son histoire et sont à son image. La crise oblige à les revisiter et les réformer, voire à en créer de nouvelles.

Le bilan de la présidence française de N.Sarkozy .

Du 1er juillet au 31 décembre 2008, la France a eu la présidence du Conseil de l'Union Européenne. Après ces 6 mois marqués par des chocs considérables sur les plans géopolitique, institutionnel, économique, voire idéologique, le bilan de N.Sarkozy apparaît comme un trompe l'œil. Cette présidence

a d'abord été marquée par la présomption de Sarkozy, autoproclamé sauveur de l'Europe et « président de l'UE », terme révélateur de son irrespect pour les règles de collégialité qui président au bon fonctionnement du Conseil.

La présidence française qui a laissé s'affaiblir un peu plus le processus communautaire en basculant dans une politique délibérément multilatérale pour en tirer un meilleur bénéfice d'influence, et accepté toute une série d'"opting-out", c'est-à-dire de non respect de clauses du traité de Lisbonne, voire d'acquis communautaires. Sous l'égide de N.Sarkozy, l'UE est devenue davantage un instrument et un projet de politique étrangère qu'un objectif retrouvé pour la France et les Français.

En témoignent la manière avec laquelle N.S a voulu instrumentaliser la présidence française pour faire valider sa loi Hadopi en court-circuitant le débat du parlement national, ou encore la méthode en catimini de transposition de la « directive services », dite Bolkenstein. Ainsi la parole de la France n'a pas porté comme elle aurait dû. Pour preuve, quand Obama s'adresse à l'Europe, il choisit A.Merkel ! Nous sommes loin de la vision décrite par J.P. Jouyet, son secrétaire d'Etat, qui voyait « l'Europe passer de l'influence à la puissance ».

Pour une nouvelle politique agricole et alimentaire commune et durable

La Politique Agricole Commune (PAC) a jalonné l'histoire de l'intégration dès le début du Projet Européen en 1957. Depuis sa création et pendant un quart de siècle cette politique commune a permis d'atteindre l'objectif d'autosuffisance alimentaire, de contribuer de façon décisive à la modernisation des structures agricoles avec une augmentation spectaculaire de la productivité, d'assurer un niveau suffisant de revenus aux agriculteurs et des prix plus raisonnables pour les consommateurs. Sa compétitivité sur les marchés internationaux a fait de l'UE un acteur majeur : aujourd'hui l'Union européenne est le premier exportateur et premier importateur de produits agricoles au niveau mondial.

A cette phase de prospérité, **faute de réforme en temps voulu, s'en est suivie à partir des années '80 une période de crise** caractérisée par des excédents structurels de production. **L'accumulation des énormes stocks d'excédents** dans les 3 grands secteurs que sont les céréales, la viande bovine et les produits laitiers eut pour conséquence l'explosion des dépenses agricoles. Si l'on rajoute à cela **les distorsions entraînées par les aides à l'exportation sur le marché international** pour écouler lesdits stocks, **la PAC fut rapidement mise au banc des accusés.**

Trois autres critiques majeures doivent être portées à la PAC :

- les effets néfastes sur la santé et l'environnement d'une politique trop productiviste et insuffisamment respectueuse de la préservation des territoires et des ressources
- l'iniquité de l'allocation des ressources publiques (80% du budget revient à 20% des agriculteurs). **L'Union doit pour l'avenir assurer plus de convergence entre les 2 politiques qui absorbent les $\frac{3}{4}$ de son budget : d'un côté on déploie, à juste titre, une politique régionale et de cohésion pour réduire les écarts de développement au sein de l'Union comme à l'intérieur de chacun des Etats membres et de l'autre, on continue à promouvoir une Politique Agricole qui va dans la direction opposée.** Il est urgent de mettre en cohérence ces deux grandes politiques communes.
- enfin, pour les Progressistes, c'est l'impact social de la PAC qui fait l'objet de critiques : la plupart des aides directes favorisent peu le travail et la création d'emplois alors qu'ils rémunèrent la valeur du foncier et des autres actifs. Or, **pour nous, il est primordial de lier également l'octroi des aides à la création d'emplois** dans les zones rurales pour maintenir, faire vivre et développer l'espace agricole dans toutes les régions de l'Europe.

La PAC doit donc être réorientée en profondeur pour servir l'ensemble des 500 millions de citoyens européens et pour valoriser l'agriculture de chaque pays. Cette politique doit

prioritairement **poursuivre un objectif alimentaire à la fois qualitatif et quantitatif**. Elle doit aussi promouvoir de **nouveaux modèles de production agricole durable** sur tout le territoire de l'Union et être capable de répondre aux grands défis environnementaux (changement climatique / raréfaction des ressources / pollution des eaux / dégradation des sols / etc.). **La PAC doit enfin assurer une dimension sociale et participer au développement des territoires pour créer de l'emploi en zones rurales.**

Sur le plan international, l'agriculture européenne doit rester compétitive pour faire face à la concurrence externe. Mais l'UE doit réaffirmer avec force que la libéralisation totale du commerce agricole (OMC) est incompatible avec les objectifs de la sécurité alimentaire, la protection de la nature ou l'équilibre climatique. L'Union ne devra plus utiliser les subventions à l'exportation des produits agricoles et devra redéfinir sa politique de coopération au développement pour aider les pays pauvres à retrouver un niveau raisonnable d'autonomie alimentaire.

Energie – recherche – innovation - industrie, le carré d'as de la relance économique de l'UE.

Le changement climatique, les dégradations de l'environnement comme la perte de la biodiversité et la pollution ainsi que l'insécurité énergétique exigent un changement profond de nos modes de production, de consommation et de mobilité. **Le passage à une économie sans carbone constitue une opportunité réelle** si des programmes de recherche importants permettent de prendre en compte aussi bien la multiplicité des domaines concernés (économie intelligente, technologies médicales ou voitures électriques, par exemple) que les effets sur les modes de vie et d'organisation de nos territoires.

C'est la raison pour laquelle ces politiques concernent aussi bien les infrastructures, les matériaux, les processus de fabrication, la logistique que l'aménagement des villes, des zones rurales ou les services liés à la personne. **Tous les niveaux de décision sont concernés : européen, national et local. Chaque individu dans ses choix peut apporter sa contribution.** Une économie sans carbone est un formidable chantier de développement durable, de démocratie et de solidarité.

Ainsi l'innovation a bien un double sens, innovation technologique et innovation sociale.

Pour nous sociaux démocrates, la dimension sociale de l'innovation est essentielle dans notre projet car il est nécessaire que les salariés ne passent pas d'une aliénation aux machines et aux rythmes intenable de travail à une nouvelle forme de dépendance aux technologies de surveillance comprenant un travail éclaté et peu valorisant. L'innovation sociale est nécessaire pour le repérage de nouveaux emplois comme pour transformer l'organisation de l'entreprise en associant les salariés aux décisions.

Les programmes de recherche européens associés à une meilleure coordination des programmes nationaux deviennent dans cette nouvelle économie un instrument de cohésion sociale et territoriale de l'espace européen. Ces programmes doivent donner une large place aux recherches transdisciplinaires qui permettent d'aborder les questions du futur sans oublier l'angle social et sociétal. Le désir de savoir de nos concitoyens représente une nouvelle voie pour le renforcement de la démocratie en Europe, et ne représente pas uniquement le moteur de la compétitivité.

L'ambition d'être une communauté de valeurs exige que l'UE se conçoive aussi comme un réseau d'intelligences.

Dans un tel système communautaire, la délibération politique doit porter sur le bien commun et viser la constitution de biens communs. Il faut entendre biens communs comme des « actifs » bénéficiant à l'ensemble des populations européennes. Dans cette hypothèse, les politiques publiques sont celles qui permettent la consolidation et le partage de ce bien

commun. **Les socialistes préconisent la mise en œuvre d'une directive cadre sur les services publics afin de procéder à une juste redistribution de ces biens communs et donner des chances égales à tous.** L'éducation, la justice, la santé, mais aussi le modèle social sont des biens communs, comme d'ailleurs la monnaie. La stratégie des progressistes doit comporter une identification des biens communs pour les Européens, car ils sont créateurs de valeur, non marchande. Tout en contribuant à la redistribution, ils légitiment la dépense publique.

Un budget au service de la stratégie de développement économique, sociale et écologique.

Nous proposons une nouvelle démarche qualitative pour l'établissement du budget de l'UE. Plutôt que de fixer en amont un niveau de budget pour l'UE (sur une base intergouvernementale du "donnant-donnant") nous voulons au contraire nous accorder sur les politiques que nous voulons mener afin de les doter d'un financement suffisant. Rappelons qu'aujourd'hui, l'Union européenne dispose d'un budget plus faible que certains Etats (4 fois moins que l'Allemagne).

Les débats sur les perspectives financières 2014-2020 commenceront à la fin de l'année 2010. Les fortes contraintes qui pèsent sur les finances publiques des Etats-membres susciteront sans doute de fortes réticences de la part des gouvernements vis-à-vis de toute augmentation du budget européen.

La crise grecque a pourtant démontré l'inanité du budget européen tel qu'il est conçu actuellement et des règles qui l'entourent. Pour relever les défis de la Stratégie « UE 2020 » et tirer pleinement les leçons de l'échec de la Stratégie de Lisbonne, plusieurs propositions peuvent être avancées :

- Augmenter la taille du budget européen : c'est une nécessité impérieuse pour faire de l'Europe un acteur mondial ;
- inventer un poste de ministre européen des finances, siégeant à la Commission et présidant les Conseils Ecofin ;
- réinstaurer le principe originel des « ressources propres » : fondé au départ sur les ressources fiscales prélevées au niveau national mais allouées automatiquement au budget européen, le système repose désormais à 85 % sur des contributions nationales;
- aligner priorités budgétaires et politiques, par exemple en revalorisant à la hausse les efforts européens en matière de transport, de recherche et de développement durable.

4. POUR UNE NOUVELLE « CONCORDE EUROPEENNE » : renouer nos alliances et nos coopérations.

L'ampleur et la gravité inédites des problèmes auxquels nous sommes confrontés, qu'il s'agisse du réchauffement climatique et de l'énergie, de la crise économique ou de la place de l'Europe dans le monde, exigent que la France et l'Allemagne se parlent... franchement, et trouvent les solutions communes permettant de faire de nouveau entendre distinctement la voix de l'Europe dans le monde. **Cela passe par un compromis positif** qui devra être établi sur la base de concessions faites librement de part et d'autre, pour régénérer la complémentarité qu'il y a entre ces deux pays. Le déclin économique, social et moral qui menace l'Europe ne pourra être enrayeré sans une nouvelle étape, décisive, dans la relation entre ces deux grands pays fondateurs.

La tâche historique du PS et du SPD : le ré-enchantement politique du couple franco-allemand.

Les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands peuvent écrire ensemble ce nouveau chapitre historique, dans le même esprit de franchise et dans la volonté commune d'aboutir. PS et SPD ont en effet un rôle d'éclaireurs à jouer. En endossant ensemble cette

responsabilité, les deux grands partis de transformation sociale des deux pays fondateurs favoriseront par contrecoup un renforcement du PSE. Avec la Déclaration commune du PS et du SPD « sur un renforcement de la coordination des politiques économiques et sociales au sein de l'UE », **nos leaders M.Aubry et P.Gabriel viennent de jeter les bases de ce renouveau**. La perspective et les instruments politiques qu'ils proposent, nous les faisons nôtres dans notre Convention.

Dans une deuxième étape, PS et SPD devraient s'entendre sur un nouvel accord pour relancer l'Union, où l'Allemagne consentirait au gouvernement économique, nécessité par les politiques de sortie de crise et de relance solidaire, et la France pourrait lui proposer en contrepartie de partager avec elle son siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Le couple franco-allemand formerait ainsi, dans le concert des nations, un noyau de la puissance européenne de près de 150 millions d'habitants, avec le 2^{ème} PIB mondial, en pleine capacité de promouvoir un Pacte européen des échanges extérieurs qui stipule la prise en compte du respect des normes sociales et environnementales et en fassent les règles du commerce international.

Cet **accord de réciprocité** fixerait les modes d'association pour aborder ensemble la question de l'adhésion de la Turquie ou les relations avec la Russie, ou encore l'Euro-Méditerranée, les relations transatlantiques et il permettrait de **créer une dynamique de coopération renforcée renouvelée, exemplaire de la relation de solidarité entre tous les Etats de l'UE**.

Une stratégie d'élargissement responsable.

A l'heure actuelle, l'élargissement de l'UE se poursuit en conformité avec l'engagement de l'UE dans le processus d'expansion de la paix et de consolidation démocratique après la fracture de l'Ex-Yougoslavie avec l'adhésion de la Croatie, avant l'examen d'autres demandes, dont celle de la Bosnie.

D'autres pays sont sur les rangs à commencer par les Balkans. Et un grand pays fait prospérer sa candidature à l'adhésion, la Turquie.

L'UE doit tenir ses promesses sans hypocrisie et sans fuite en avant. La première s'adresse aux citoyens de l'UE, c'est celle d'une protection intérieure et extérieure ainsi que celle d'un bien-être social dans une économie juste et prospère. **La seconde est de s'engager dans des accords équilibrés** où le bénéfice et les efforts de convergence soient partagés et supportables entre l'UE et les états candidats à l'adhésion. Or l'expérience a montré que l'adhésion d'un pays peut être acceptée au vu du respect des critères quand dans le même temps la somme des adhésions peut fragiliser l'ensemble. Dans ce cas, le bénéfice n'est ni suffisant ni lisible aux yeux des populations des pays membres comme des nouveaux entrants et la construction européenne perd de sa légitimité politique.

Là encore la réciprocité et la transparence doivent être la règle. Il ne peut être admis par un Etat souverain que les conditions de l'adhésion soient variables ou que l'on joue la montre.

L'UE doit donc jouer de tous ses instruments pour développer ses coopérations et se donner la capacité de les renforcer : l'adhésion, les partenariats privilégiés et les coopérations.

La Turquie, un pays ami dont l'adhésion envisageable à moyen terme ne doit pas empêcher l'établissement d'un partenariat privilégié dès maintenant.

Contrairement à la droite qui cherche aujourd'hui à repousser par tous les moyens une adhésion de la Turquie sans le dire tout en s'en remettant au résultat d'un référendum, les socialistes ont eux accueilli positivement cette perspective et font le choix de la responsabilité et de la lucidité.

. La Turquie est notre alliée depuis le début de la construction européenne et pendant la

guerre froide, elle est un partenaire stratégique dans la stabilité du Proche et du Moyen-Orient. Elle joue également un rôle important dans sa relation à la Russie.

. La Turquie contemporaine a accompli une extraordinaire transformation, aiguillonnée par la perspective de l'adhésion, largement soutenue par la population. Elle est un partenaire économique et politique de plus en plus important.

. Le processus des réformes reste néanmoins fragile et encore incomplet et le processus de démocratisation n'a pas encore atteint le point de non-retour.

. La question subsiste de savoir si la Turquie, avec son fort potentiel militaire mais aussi des relations avec ses voisins potentiellement conflictuelles, a la capacité de canaliser cette puissance et stabiliser ces conflits.

. Elle joue un rôle enfin déterminant au sein de l'ensemble méditerranéen avec le conflit chypriote non encore résolu.

L'UE et la Turquie doivent donc cheminer ensemble en renforçant leurs liens et en créant les conditions du véritable pacte de progrès et de solidarité qui lie les Etats européens entre eux.

Construire des coopérations renforcées : l'Union pour la Méditerranée.

Dans un monde multipolaire et interdépendant, les grands ensembles régionaux intégrés seront plus aptes à relever les défis sociaux, culturels, économiques, environnementaux, démographiques, politiques et de sécurité. Le bassin méditerranéen est donc d'une importance cruciale pour l'UE qui doit adopter une vision stratégique pour prendre en compte l'ensemble de ces défis dans ses relations avec ses voisins méridionaux. Ses intérêts internationaux et ses priorités économiques et sociales sont parfaitement compatibles avec ceux des pays de l'UpM : qui ont besoin d'une agriculture durable et d'eau, d'énergie, d'industries et d'infrastructures en même temps que de compétences.

L'objectif de l'UE doit donc être celui d'un développement social, économique et démocratique de la région, et d'un espace de paix et de sécurité pour 800 millions d'habitants.

L'UpM ne doit pas être un machin mais le lieu de définition et de concertation pour une véritable coopération économique intégrée. Cette vision nécessite des réponses communes fortes dans l'intérêt partagé de tous les Etats membres de l'UpM. Le Service européen pour l'action extérieure récemment créé sera mis à contribution avec la Commission pour fournir les efforts nécessaires à assurer la cohérence de l'UE dans la participation à l'UpM.

Israël / Palestine

Le Parti socialiste considère que c'est toute la communauté internationale qui doit se mobiliser pour aider les protagonistes à trouver une solution de paix durable dans la région. Nous devons donc souhaiter que l'action diplomatique de la France puisse se développer dans le cadre européen et travailler avec la nouvelle administration américaine pour trouver ensemble une solution internationale pérenne au Proche-Orient. Nous devons enfin rappeler que nous avons proposé une réunion exceptionnelle du Parti socialiste européen (PSE) pour aboutir à une position commune des socialistes dans toute l'Europe.

Pour une politique de gestion coordonnée des flux migratoires.

La construction de l'UpM est indissociable d'une mise en valeur des ressources humaines et des échanges entre les populations du bassin méditerranéen. Nous voulons encourager la facilitation progressive d'une libre circulation entre les deux rives, le renforcement des

dispositifs d'intégration des migrants, condition d'une politique de gestion des flux migratoires et de lutte contre l'immigration clandestine efficace et juste.

Nous voulons réorienter la politique euro-méditerranéenne en répondant aux lacunes de la Déclaration de Paris qui n'a pas pris en compte les aspects socio-économiques, commerciaux et énergétiques, tels que les investissements directs étrangers, l'emploi, l'efficacité énergétique, l'économie informelle ou la réduction de la pauvreté. Il y a urgence à développer des coopérations renforcées dans le domaine de la protection civile en Méditerranée pour lutter contre les catastrophes naturelles, comme les séismes, les inondations et les incendies de forêt.

La mise en place d'un Erasmus euro-méditerranéen junior, une coopération plus structurée dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche pour encourager la reconnaissance mutuelle des diplômes, la mise en place de diplômes conjoints et d'écoles doctorales communes peuvent constituer un facteur de développement pour les coopérations en matière d'éducation et de formation.

Réussir le tournant diplomatique de l'UE .

L'Union se renforcera si les Etats lui donnent les moyens de peser sur la nouvelle gouvernance mondiale en commençant par la mise en commun des intérêts qu'ils partagent au lieu de recourir à des actions bilatérales. Identifier **ces intérêts communs, pour mieux définir la politique d'alliances** sera plus facile avec la Haut-Représentante de l'UE et le Service d'Action Extérieure à condition que le Conseil et le Parlement indiquent la voie à suivre en matière de défense comme de commerce international. Dans sa politique de voisinage avec la Russie, ses accords avec les Etats-Unis, ou avec les émergents, l'UE aura tout à gagner à dire « nous » et à parler d'une seule voix. Ainsi deviendra-t-elle un véritable acteur global.